

*Les crédits*

[Français]

**M. Crête:** Monsieur le Président, je trouve que cette intervention est très, très, très significative du malaise qu'il y a actuellement au Canada. Très significative!

D'un côté, le Parti libéral dit que la solution est l'imposition d'un gouvernement central fort. D'Ottawa, on va tout décider, et vous allez voir, les bonnes idées, on va les avoir, nous autres, et on va réussir à passer à travers.

Le problème, c'est que ça ne marche pas. Si on a le résultat actuel, s'il y a un taux de chômage de 30 p. 100 et un taux d'inactivité de 50 p. 100 en Gaspésie, est-ce que c'est parce que le système marche?

**Des voix:** Bravo!

**M. Crête:** Monsieur le Président, j'entends le député dire que c'est de notre faute. Mais, depuis dix ans, qui est au gouvernement à Québec, qui est au gouvernement à Ottawa, est-ce que ce sont les fédéralistes ou les souverainistes?

**Des voix:** Les fédéralistes!

**M. Crête:** Que ça soit dans un contexte fédéraliste ou dans un contexte souverainiste, si le gouvernement de l'autre côté garde sa position centralisatrice actuelle, à tous les jours où il dit une chose comme celle-là, à tous les jours où il pose des gestes comme celui-là, il donne à la souveraineté du Québec des arguments de plus pour qu'on la fasse.

Parce que tous les fédéralistes déçus du Québec, après une intervention comme celle-là, ils sont rendus de notre côté!

[Traduction]

**M. Jim Gouk (Kootenay-Ouest—Revelstoke):** Monsieur le Président, je trouve paradoxal d'entendre les arguments qui sont présentés ce matin, parce que dernièrement un député du Bloc québécois est venu dans ma circonscription, en Colombie-Britannique expliquer les politiques de son parti. J'ai ainsi pu prendre connaissance d'un grand nombre des politiques des bloquistes et j'en avais conclu que leurs idées n'étaient pas très différentes des miennes.

En fait, nous avons la même façon de cerner le problème du fédéralisme et d'en analyser les causes. C'est sur la solution à apporter que nos opinions divergent. D'après ce que je vois ce matin à la Chambre, la situation se répète.

À notre avis, le versement de subventions pour le développement régional est inefficace; ce n'est pas un bon moyen de redistribuer la richesse au Canada. Le Bloc parle de l'échec du système. Nous en convenons également, mais, encore là, nous sommes en désaccord quant à la solution.

Parce que les subventions pour le développement régional sont inefficaces, les bloquistes préconisent la séparation, alors que nous pensons que c'est une bonne raison pour venir à Ottawa et changer le système; voilà justement pourquoi nous sommes ici.

Les barrières commerciales interprovinciales entraînent également des coûts considérables pour chacune des provinces; c'est une question qui relève des provinces. On a parlé des subventions qui sont accordées à la région de l'Atlantique. Les barrières commerciales interprovinciales entraînent pour la ré-

gion de l'Atlantique des coûts nettement supérieurs au montant total des subventions que reçoit la région au chapitre du développement régional. Aujourd'hui même, il y a donc des solutions qui dépendent du gouvernement québécois.

On a parlé du service de VIA Rail et de la nécessité de maintenir les subventions ou d'en accorder davantage pour stimuler le tourisme et inviter les voyageurs à prendre le train. En Colombie-Britannique, VIA Rail a essayé d'exploiter un service axé en grande partie sur le tourisme et, en dépit de subventions considérables, l'expérience a échoué lamentablement. Pourtant, l'entreprise privée s'est intéressée à cette expérience et, malgré l'absence de subventions, elle l'a reprise et réalise aujourd'hui de bons profits tout en permettant aux diverses régions de la province qui bénéficient de son service de connaître une grande prospérité; tout cela, sans la moindre subvention.

Quant au service postal, il présente bien des aspects dont nous pouvons discuter. Les bloquistes doivent savoir qu'il existe des solutions à certains des problèmes qu'ils ont à vouloir garder l'argent chez eux pour s'attaquer à des problèmes internes du Québec.

● (1040)

Nous acceptons l'idée selon laquelle il nous faut avoir la main haute sur certaines décisions pouvant donner lieu à du favoritisme, ce qui arrive parfois en ce qui concerne les subventions en matière de développement régional. Je ne dis pas que ces subventions conduisent toujours à l'échec.

Nous croyons néanmoins que le gouvernement fédéral doit arrêter de dépenser autant d'argent. La seule façon dont il arrivera à contrôler son déficit, c'est purement et simplement en dépensant moins. Le développement régional est un domaine où il peut le faire, de sorte qu'il enlèvera moins d'argent aux provinces, qui pourront ainsi mieux se tirer d'affaire.

Je voudrais bien que les bloquistes me disent s'ils ont vraiment une solution qui ne suppose pas la séparation, parce que nous en avons une. Ils devraient nous proposer une vraie solution.

[Français]

**M. Crête:** Monsieur le Président, je reçois beaucoup de sympathie de cette intervention, et je veux dire au député que nous autres, on est venu, depuis 125 ans, et particulièrement, depuis les 35 dernières années, essayer de le changer, le système.

On a commencé par se faire représenter par, une fois, 74 libéraux sur 75, avec le premier ministre Pierre Trudeau, et même avec cela, le Québec n'a pas été capable d'aller chercher ce dont il avait besoin.

Ensuite, on a essayé avec les conservateurs pour retrouver sa place dans la Confédération avec dignité. Cela nous a été aussi refusé. Là, on en est rendu, au Québec, à dire: «Ça prend un changement architectural», quand on nous dit, comme tout à l'heure, que pour faire ce changement fondamental, pour permettre des économies réelles, il faut couper, par exemple.

La question de la formation de la main d'oeuvre, où le Québec et le Canada, ensemble, gaspillent 250 millions de dollars chaque année, si on les avait, ces 250 millions de dollars, pour faire du développement, ça nous donnerait une bonne chance de ne pas